

# Décision n° 2024.003

## CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LA GRANDE SALLE DU POLE GINETTE BERTORELLE AVEC L'ASSOCIATION "DO DIESE"

Le Maire de la Ville de CHINON,

Vu la loi n° 82-213 du 2 Mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2122-22 alinéa 5,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2020-044 en date du 16 juillet 2020 donnant délégation au Maire de décider de la conclusion et de la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans,

Vu la demande de mise à disposition de locaux présentée par Mesdames Annick BERGER et Mélina LE CHEVALLIER, Co-Présidentes de l'association « DO DIESE »,

**- DECIDE -**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : Objet**

Est conclue avec l'association « DO DIESE » une convention de mise à disposition de la grande salle partie droite du pôle Ginette Bertorelle – 52 rue Descartes à Chinon, pour les répétitions d'expression corporelle certains jeudis et vendredis.

### **ARTICLE 2 : Durée et tarifs**

Cette mise à disposition est consentie à titre gracieux pour une période de 6 mois à compter du 11 janvier 2024.

### **ARTICLE 3 : Conditions**

Les conditions d'occupation des locaux sont contenues dans la convention.

### **ARTICLE 4 : Formalités**

La présente décision sera inscrite au registre des décisions du Conseil Municipal et un extrait en sera publiée sur le site de la ville de Chinon ([www.ville-chinon.com](http://www.ville-chinon.com)).

### **ARTICLE 5 : Contrôle**

Expédition de la présente décision sera adressée à la Préfecture d'Indre et Loire.

Fait à CHINON, le 19 janvier 2024.

Le Maire,

The image shows a blue ink signature of Jean-Luc DUPONT written over a circular official seal. The seal contains the text 'MAIRIE DE CHINON' and a central emblem. The signature is a large, stylized blue scribble.

Jean-Luc DUPONT.

Certifié exécutoire

Publié ou notifié le 23/01/2024

M. le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.